COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
24 au 30 novembre 2018

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. **COI et ses projets**

1.1 Economie bleue.....3

-La France et le Kenya signent deux accords régionaux de sécurité maritime

-Global Sustainable Blue Economy Conference kids off in Nairobi

-Les Seychelles récompensées au forum sur l'économie bleue au Kenya avec un prix pour le secteur maritime

-Maurice soutenu par la France et le Kenya

1.2 Election présidentielle à Mada.....10

-Le Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien (COI) et les présidentielles : Pour un engagement des candidats au respect de la démocratie et des lois

-La Commission de l'océan Indien appelle les candidats à respecter la démocratie

1.3 Synergie jeune Océan Indien.....13

-5ème édition du concours Ambition Jeune de l'Océan Indien

- Les Prix Ambition Jeune distinguent les Seychelles et les Comores

1.4 Changements climatiques.....17

-Seychelles Meteorological Authority to host regional climate change portal

II **Centres d'intérêts**

1.5 Environnement 19

-Destruction de l'environnement : Les impacts se font ressentir

1.6 Tourisme.....20

-Tourisme : croissance de 4% des arrivées maintenue

1.7 Economies.....22

Echanges régionaux : les opérateurs malgaches déplorent un manque de volonté

Seychelles NATION

29 novembre 2018

http://www.nation.sc/article.html?id=261420

Conférence sur l'économie bleue durable

La France et le Kenya signent deux accords régionaux de sécurité maritime



A la Conférence internationale sur l'économie bleue durable qui s'est tenue à Nairobi (Kenya), la sécurité maritime est apparue comme un thème fédérateur conduisant à des engagements fermes de la part des Etats.
La ministre de la Défense du Kenya, Amb. Raychelle Omamo, et l'ambassadrice de France au Kenya, Mme Aline Kuster-Ménager, ont signé, le 27 novembre 2018, deux accords régionaux de sécurité maritime dont les Comores, Djibouti, Madagascar, Maurice et les Seychelles sont déjà signataires. Ces deux accords élaborés dans le cadre du programme régional MASE financé par l'Union européenne participent concrètement à l'émergence d'une économie bleue authentiquement durable en Afrique orientale et australe et océan Indien.
En effet, l'accord pour la mise en place d'un mécanisme régional d'échange et de partage de l'information maritime et l'accord régional de coordination d'actions en mer constituent la base d'une architecture moderne, efficace et solide de sécurité maritime dans l'océan Indien occidental. Ces deux accords permettent aussi l'opérationnalisation du Centre régional de coordination opérationnelle basé aux Seychelles et du Centre régional de fusion de l'information maritime basé à Madagascar.
La ministre de la Défense du Kenya, Amb. Raychelle Omamo, a souligné la portée de ces accords qui « vont transformer la vie de tant de personnes, et particulièrement les femmes qui sont vulnérables à l'insécurité ». L'adhésion du Kenya à ces accords est ainsi un engagement concret de l'Etat à ajouter à la liste des réussites de la Conférence sur l'économie bleue durable, a-t-elle souligné.
Pour Aline Kuster-Ménager, Ambassadrice de France au Kenya, il est naturel pour la France, Etat membre de la Commission de l'océan Indien (COI) au

titre de La Réunion, de participer à cette dynamique de coopération régionale pour la sécurité et la stabilité. En signant ces accords MASE, la France exprime son engagement à contribuer activement à la sécurisation de long terme de l'espace maritime de l'océan Indien occidental, a-t-elle ajouté en substance.

Charles Bastienne, ministre de la Pêche et de l'Agriculture des Seychelles, représentant la présidence seychelloise du Conseil de la Commission de l'océan Indien, s'est félicité de la signature de ces accords par la France et le Kenya.

« Ces accords amplifient notre coopération pour la sécurité et le développement durable de la région et je suis heureux de souligner également la contribution de l'Union européenne qui a indiqué un appui additionnel de 5 millions d'euros au programme MASE pour l'opérationnalisation de ces accords ».

Pour Hamada Madi, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien et dépositaire des accords, « l'adhésion de ces deux pays a d'autant plus de sens que la France est un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies qui participe, de plus, aux missions régionales européennes comme EUNAVFOR Atalanta, et que le Kenya mobilise ses forces armées dans des opérations régionales de stabilité tout en renforçant ses capacités maritimes ».

La cérémonie de signature des Accords MASE a été marquée par la présence de Wallace Cosgrow, ministre de l'Environnement, de l'Energie et du Climat des Seychelles, des représentants des Etats signataires, de l'Union européenne, bailleur du programme MASE, et des organisations régionales chargées de la mise en oeuvre du programme MASE (IGAD, EAC, COMESA et COI).

Global Sustainable Blue Economy Conference kids off in Nairobi

26 November 2018



His Excellency Hon. Uhuru Kenyatta, President and Commander in Chief of Kenya Defence Forces makes his opening address for the Global Sustainable Blue Economy Conference at Tsavo Ballroom, Kenyatta International Convention Centre in Nairobi.

The first Global Sustainable Blue Economy Conference was officially launched on Monday, 26 November 2018 at the Kenyatta International Convention Centre (KICC), Nairobi.

While making his official opening address, His Excellency Hon. Uhuru Kenyatta, President and Commander in Chief of Kenya Defence Forces pointed out that oceans, seas and lakes supported livelihoods of a greater majority of the world population, enhanced food security and nutrition and provided employment to many. The President described oceans as the heart of the planet as they contained 97 percent of the Earth's water and supplied nearly half the oxygen used in breathing, absorbed over a quarter of the carbon dioxide the world produced and regulated the weather and temperature. The President also called upon each participant to ensure they played their part in ensuring these valuable resources were protected as they were utilised.

"We have adopted a programme to accelerate the development of our fisheries, by increasing aquaculture, fish processing and storage capacities and related blue economy industries, thereby creating employment opportunities for our people," said the President. He also disclosed that the previous week he had commissioned a new fisheries complex jetty to enable docking of large fishing and patrol vessels and announced the establishment of a Fishing Corporation. The President also confirmed that Kenya had ratified the Port State Measures Agreement that will ensure vessels flying the Kenyan flag comply with measures contained in that Agreement.

At a side event organised by the Maritime Security in Eastern and Southern Africa and Indian Ocean Program (MASE) held at the Taifa Hall, University of Nairobi, Defence Cabinet Secretary Ambassador Raychelle Omamo stressed the importance of integration, cooperation and collective action among all stakeholders, if the dream of a thriving global blue economy was to be achieved.

The CS Defence appreciated MASE for the efforts it had made in ensuring improvement of security within the region. "Let us all continue to share knowledge and how we

can deal with maritime threats and even maximise opportunities offered by the blue economy," she said. The CS also stressed on the importance of incorporating women in matters security and the blue economy, and described them as a crucial entity for progress of any kind.

The side event brought together personnel from Intergovernmental Authority on Development (IGAD), the East African Community, Interpol, The United Nations Office on Drugs and Crime, Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA), the Indian Ocean Commission, Coastal Community Against Piracy (CCAP) and the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS).

The three day Blue Economy Conference which is co-hosted by Kenya, Canada and Japan brings together over 15000 delegates from over 180 countries. The theme of the conference being "Blue Economy and the 2030 Agenda for Sustainable Development. The conference focuses on new technologies and innovation for oceans, seas, lakes and rivers as well as the challenges, priorities and partnerships. The conference is expected to present immense opportunities for economic growth and will be anchored on two conceptual pillars of Sustainability, Climate Change and Controlling Pollution, Accelerated Economic Growth, Jobs and Poverty Alleviation. Transportation and Global Connectivity, Employment, Job Creation and Poverty Eradication, Maritime Security, Enforcement and regulations are among the nine sub themes of the conference.



Defence Cabinet Secretary Ambassador Raychelle Omamo addresses delegates at a side event organised by the Maritime Security in Eastern and Southern Africa and Indian Ocean Program (MASE) at the University of Nairobi.

Moderator of the MASE side event Mr Timothy Walker from the European Union addresses the MASE delegation.

Les Seychelles récompensées au forum sur l'économie bleue au Kenya avec un prix pour le secteur maritime

By: Betymie Bonnelame Traduit par: Rudie Bastienne



Le président Faure a déclaré que ce prix reconnaissait les Seychelles comme les champions de l'économie bleue dans le secteur maritime (State House)

(Seychelles News Agency) - Le président des Seychelles, Danny Faure, a reçu mardi le **Blue Economy Award** sur les secteurs maritimes africains lors d'un banquet organisé par la Commission de l'Union africaine à l'hôtel InterContinental au Kenya.

Le prix, qui a été remis par le président de la Commission, Moussa Fakki, reconnaît les pays, les associations et les individus qui ont apporté une contribution significative au programme pour l'**économie bleue** en Afrique, a déclaré mercredi State House.

"Ce prix reconnaît que les Seychelles sont les champions de l'**économie bleue** dans le secteur maritime, sur tout le continent africain et dans le monde", a déclaré M. Faure.

Le chef d'état des Seychelles, une nation insulaire de l'océan Indien occidental, participait à la Conférence sur l'**économie bleue** durable qui s'est tenue à Nairobi (Kenya) du 26 au 28 novembre suivant l'invitation du Président, Uhuru Kenyatta.

M. Faure a remercié le commissaire de l'UA pour le prix ainsi que d'autres partenaires dont le soutien est essentiel, tels que l'ONU, la Banque mondiale, l'Union européenne, le Commonwealth, l'Association de l'océan Indien (IORA) et la Commission de l'océan Indien (COI).

Il a déclaré que le soutien de ces diverses organisations avait aidé «les Seychelles d'une manière ou d'une autre et nous avait permis de sécuriser fermement l'**économie bleue** dans le cadre du programme de développement de l'Afrique».

M. Faure a également félicité l'Association des armateurs africains et son secrétaire général, Fumni Folorunsi, pour son travail et a ajouté qu'il attendait avec intérêt le premier forum d'investissement pour la ligne de navigation panafricaine qui se tiendra aux Seychelles au mois de mars.

Pour conclure, M. Faure a déclaré: «Je dédie ce prix à tous mes frères et soeurs de mon continent, l'Afrique, ainsi qu'aux concitoyens assidus et engagés de mon pays bien-aimé, les Seychelles.»

Les autres bénéficiaires des récompenses étaient le président du Kenya, Uhuru Kenyatta, le président du Togo, Faure Gnassingbé, et le Premier ministre de l'île Maurice, Pravind Jugnauth.

Le banquet a eu lieu en l'honneur des chefs d'État, des responsables gouvernementaux et des délégués participant à la conférence sur l'**économie bleue** durable organisée par l'hôtel InterContinental de Nairobi, au Kenya.

ECONOMIE BLEUE

Maurice soutenu par la France et le Kenya

NOUVELLE réconfortante pour Maurice. Dans le cadre de la présentation du discours budgétaire 2018-2019, le gouvernement a fait de l'exploitation du potentiel de l'économie bleue une de ses principales sources émergentes de croissance. Et lors d'une conférence sur l'économie bleue durable, qui s'est tenue en fin de semaine à Nairobi, au Kenya, la France et le pays hôte sont venus apporter leur soutien aux efforts déployés jusqu'ici pour que l'émergence d'une économie bleue régionale authentiquement durable en Afrique orientale et australe ainsi que dans l'océan Indien se développe dans la plus haute sécurité.

«INSÉCURITÉ»

Cette prédisposition de la France et du Kenya a débouché sur la signature de deux accords régionaux de sécurité maritime, le dimanche 25 novembre. Ceux-ci ont été conjointement signés par Raychelle Omamo, la ministre de la Défense du Kenya, et Aline Kuster-Ménager, l'ambassadrice de la France au Kenya. Dans une déclaration reprise par le service de communication de la Commission de l'océan Indien, Raychelle Omamo a estimé que ces deux accords «*vont transformer la vie de tant de personnes, et particulièrement les femmes qui sont vulnérables à l'insécurité*».

Pour Aline Kuster-Ménager, la posture de la France par rapport à ces deux accords est une démarche naturelle en tant qu'État-membre de la Commission de l'océan Indien au titre de La Réunion. Et l'ambassadrice de la France au Kenya de préciser que la signature de ces deux accords est la manifestation de la détermination de la France à contribuer activement, sur le long terme, à la sécurisation de l'espace maritime de l'océan Indien occidental.

Ces deux accords, développés dans le cadre du programme régional de sécuriyé maritime (MASE), existent déjà. Les pays signataires sont, entre autres, Maurice, Djibouti, les Seychelles, Madagascar et les Comores. Financé par l'Union européenne, le programme MASE est un projet d'appui qui donne les moyens requis aux organisations régionales pour que celles-ci développent un programme de sécurité maritime. La mise en œuvre du programme MASE est placé sous la supervision de la Commission de l'océan Indien, en collaboration avec les autres organisations régionales que sont le Marché commun des États d'Afrique australe et orientale, la Communauté d'Afrique australe (*East African Community*), des Pays de l'Afrique orientale et australe-océan Indien (AfOA-OI et de l'*Intergovernmental Authority for Development* (IGAD) qui elle regroupe Djibouti, l'Éthiopie, L'Érythrée, le Kenya, la Somalie, le Soudan, le Sud Soudan et l'Ouganda.

Le programme MASE comporte cinq phases, est-il indiqué sur le site de la Commission de l'océan Indien. L'une d'elles consiste à renforcer les capacités régionales en vue de lutter contre les flux financiers illicites liés à la piraterie et à faire face à l'impact économique dans la région.

23 novembre 2018

http://fr.africanews.com/2018/11/23/le-secretaire-general-de-la-commission-de-l-ocean-indien-coi-

Le Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien (COI) et les présidentielles : Pour un engagement des candidats au respect de la démocratie et des lois



Le Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien, Hamadi Madi Bolero, a été reçu par le Président de la République p.i, Rivo Rakotovao, au Palais d'État d'Ambohitsorohitra dans la matinée de ce 23 Novembre, en présence du Ministre des affaires étrangères, Maxime Eloi Dovo. Le Conseil de la COI étant actuellement présidé par les Seychelles, à travers son Vice-président chargé des Affaires étrangères, Vincent Meriton, le Secrétaire Général de l'organisation a été mandaté par ce dernier pour venir féliciter les autorités malgaches suite au bon déroulement des élections.

Par la voix du Secrétaire Général, le Président du Conseil de la COI a également fait part de son souhait de venir à Madagascar, afin d'apporter son soutien moral ; cette visite est ainsi dans sa phase préparatoire à l'heure actuelle. Par rapport à la stabilité dans le pays, le Président du Conseil a fait transmettre le message aux candidats pour le respect de la démocratie, des lois en vigueur et des valeurs morales malgaches, afin d'aboutir à un Président réellement issu des urnes. Par rapport aux imperfections relevées lors du premier tour, le Secrétaire Général de la COI a souligné que Madagascar est un pays souverain, et que leur traitement reste entre les mains des institutions malgaches compétentes dans ce domaine, dont la CENI et la HCC.

Le Président de la République a.i, Rivo Rakotovao, a, pour sa part, souligné la fraternité qui lie les pays membres de la COI, et s'est félicité de leur solidarité pour que les élections se déroulent dans le calme, pour garantir la stabilité de la Région. L'aide et

l'accompagnement de la COI, dans cette étape importante de l'histoire de Madagascar, contribueront à préserver les valeurs démocratiques, la stabilité et le développement économique, non seulement du pays mais aussi de toute la Région. « Toutes les parties sont d'accord pour que les élections ne soient plus une source d'instabilité, et de crise socio-politique, et économique. Il vaut mieux prévenir que guérir. Cela nécessite un réel engagement des prétendants pour le respect des résultats officiels finaux. Le développement de Madagascar et le bien-être du peuple malgache ne doivent plus être les otages des divergences politiques, ni du non-respect de la démocratie », a notamment déclaré le Chef de l'Etat

Distribué par APO Group pour Présidence de la République de Madagascar.

24 novembre 2018

https://www.madagascar-tribune.com/La-Commission-de-l-ocean-Indien,24419.html

La Commission de l'océan Indien appelle les candidats à respecter la démocratie

Arena R.



Le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, Hamadi Madi Bolero, actuellement en visite dans le pays, a lancé un message aux candidats à l'élection présidentielle de respecter la démocratie et les lois en vigueur ainsi que des valeurs morales malgaches afin d'aboutir à un président réellement issu des urnes.

Par rapport aux imperfections relevées lors du premier tour, il a souligné que Madagascar est un pays souverain, et que leur traitement reste entre les mains des institutions malgaches compétentes dans ce domaine, dont la CENI et la HCC.

Par rapport justement à cette situation, le président de la République par intérim, Rivo Rakotovao a indiqué que « *Toutes les parties sont d'accord pour que les élections ne soient plus une source d'instabilité, et de crise socio-politique, et économique* ». Pour y parvenir, il faut un réel engagement des prétendants pour le respect des résultats officiels finaux. « *Le développement de Madagascar et le bien-être du peuple malgache ne doivent plus être les otages des divergences politiques, ni du non-respect de la démocratie* », a-t-il lancé.
Lors de sa rencontre avec le chef de l'Etat malgache, Hamadi Madi Bolero a transmis le souhait du vice-président de Seychelles chargé des affaires étrangères, également président du Conseil de la COI, Vincent Meriton de se rendre prochainement à Madagascar. C'est d'ailleurs dans le cadre des préparatifs de ce déplacement que le secrétaire général de la COI s'est rendu à Madagascar.

Seychelles NATION

27 novembre 2018

http://www.nation.sc/article.html?id=261391

5ème édition du concours Ambition Jeune de l'Océan Indien

Geralda Payet meilleure jeune entrepreneure



La Seychelloise Geralda Payet a été décerné le prix du meilleur entrepreneur lors de la 5ème édition du concours Ambition Jeune de l'Océan Indien avec son projet '*Heritage and Cultural Education Services*' ou tout simplement tourisme culturel.

Comme prix elle a reçu un *coaching* et *mentoring* pour un an, un billet d'avion à destination de n'importe quel pays de la région de son choix pour une formation.

Ce prix a été remis à la jeune femme vendredi soir lors de la cérémonie de clôture des 6èmes Rencontres Internationales du développement durable à St Denis, La Réunion.

La remise a eu lieu en la présence du président du Club Export Réunion, M. Gilles Couapel et les autres membres de son équipe, l'Ambassadeur de France aux Seychelles M. Lionel Majesté-Larrouy qui a assisté aux conférences et ateliers organisés par le Club Export Réunion dans le cadre des Rencontres Internationales du développement durable, les membres de différentes délégations, les représentants des jeunes des pays de la région entre autres.

« Notre objectif est de promouvoir et de sauvegarder le patrimoine et la culture de notre pays. Nos services sont uniques. Ils permettent aux visiteurs et aux habitants de préparer des plats créoles dans une maison familiale en particulier chez des personnes âgées, d'apprendre, avec les habitants, comment se pratiquent la fabrication d'objets, la pêche artisanale, aussi bien que la danse et la langue créole et bien d'autres choses à caractère culturel », a dit Geralda, la lauréate.

Même si elle dit qu'elle n'attendait pas recevoir ce prix, Geralda n'a pu cacher sa joie et elle a dédié ce prix à sa famille, particulièrement son mari pour tout son soutien.

Agée de 30 ans et mère de deux enfants, la jeune femme qui habite Baie Lazare a dit que ce petit projet familial a débuté en 2016 et qu'elle a surmonté beaucoup de défis au début.

« Ça n'a pas été du tout facile mais on n'a pas perdu espoir malgré tout et je suis contente, car c'est toute ma famille qui a réussi », a-t-elle dit en exprimant sa gratitude et reconnaissance à tous ceux qui les ont soutenus.

Michel Pierre, membre de Synergie Jeune Océan Indien, s'est réjoui de la réussite de Geralda.

« Cela fait plusieurs mois que Geralda travaille très dur pour perfectionner son projet et depuis le début on a reconnu que c'est un bon projet qui avait beaucoup de chance de triompher mais qu'il fallait bien le présenter aux jury. Avec une bonne préparation en guise de perfectionnement elle a réussi et c'est aussi une réussite et un bouffé d'encouragement pour tous les jeunes entrepreneurs seychellois », dit-il.

Le prix Coup de Cœur du jury a été attribué à Pierre Tambouran de La Réunion avec son projet 'Nou la Fuel', projet qui veut créer une entreprise pour apporter des solutions durables pour la planète en revalorisant les huiles alimentaires usagés à La Réunion. Cela en développant une usine capable de traiter et de recycler ces déchets en biodiesel.

« Avec ce projet je souhaite apporter ma part dans ce combat écologique », a dit Pierre qui a reconnu n'avoir même pas imaginé deux mois de cela pouvoir participer à un tel concours dans le cadre d'un évènement à caractère international.

« Les rencontres internationales du développement durable nous a permis de rencontrer énormément de personnes qui pourront être potentiellement des partenaires ou qui peuvent nous aider avec nos projets », a-t-il expliqué.

Il a reçu comme prix un an de conseil en stratégie digital, conseil en formation et autres.

Le prix du meilleur '*pitch elevator'* voté par le public est allé à la Comorienne Moufida Mohamed qui a également reçu le prix pour le meilleur porteur de projet pour son projet intitulé CocoMoon. Elle a reçu comme prix une tablette, un *coaching* de Synergie Jeune pendant un an.

A savoir que la société CocoMoon Beauty a été créée en février de l'année dernière et elle propose aux femmes noires et métissées des produits cosmétiques naturels à base de la noix de coco, des plantes et fleurs aux vertus extraordinaires telles l'ylang ylang, la vanille et l'aloe vera. La société aide aussi à promouvoir le savoir-faire traditionnel des Comores.

Visiblement très émotionnelle, Moufida a remercié le public pour avoir partagé sa passion et pour avoir cru en son projet. Elle dit qu'elle dédie ces prix à toutes les femmes de son pays aussi bien que sa famille et ses amis.

Les trois jeunes visiblement plein d'émotion ont vivement exprimé leur remerciement à Synergie Jeunes, le réseau de jeunes entrepreneurs de l'océan Indien ; Ambition Jeune, la plateforme entrepreneuriat jeunesse de l'*Océan Indien ; au Club Export Réunion pour cette belle opportunité de se faire mieux connaître ; et la COI pour son soutien.*

Les membres du jury du concours venaient de tous les pays participants et ils étaient aussi des spécialistes qui participaient aux conférences et ateliers du développement durable ; des personnes avec de grandes connaissances de l'entreprenariat qui savent quoi chercher dans les différents projets déposés.

Présidente de la Synergie Jeunes des Comores, Farida Djalim a aussi été élu présidente de la Synergie Jeune de l'Océan Indien et cela lors des trois jours d'ateliers d'échanges entre les représentants d'Ambition Jeune toujours dans le cadre des rencontres internationales du développement durable

24 novembre 2018

https://www.clicanoo.re/Economie/Article/2018/11/24/Les-Prix-Ambition-Jeune-distinguent-les-

Les Prix Ambition Jeune distinguent les Seychelles et les Comores



De g. à d., Farida Djalim, présidente de Synergie Jeunes Océan Indien, et Geralda Payet, Meilleur Jeune Entrepreneur de l'Océan Indien (photo PhS).

Par Philippe Stephant

La Seychelloise Geralda Payet a remporté, vendredi, le Prix Ambition Jeune du Meilleur Entrepreneur. Pour son entreprise « Heritage and Cultural Education Services ». A l'issue du Forum des Jeunes professionnels de l'entrepreneuriat, associé aux Rencontres internationales du développement durable (RIDD), organisées par le Club Export Réunion. Le Prix du Meilleur Porteur de projet a été décerné à Moufida Mohamed, de l'Union des Comores, pour son activité Coco Moon Beauty. Moufida Mohamed a aussi remporté le Prix du Meilleur Pitch, selon les votes du public. Le Réunionnais Pierre Tambouran a remporté le Prix Coup de Coeur du jury, pour son projet Nou la Fuel, visant à revaloriser les huiles alimentaires usagées sous forme de biodiesel. Le Concours Ambition Jeune est organisé, chaque année, par Synergie Jeunes Océan Indien, le plus grand rassemblement de jeunes entrepreneurs de l'Océan Indien. Accompagné par la Commission de l'Océan Indien (COI), depuis 2013. *« Nous sommes heureux de cette distinction pour les Seychelles, où la COI a vu le jour en 1984 et qui en assurent, cette année, la présidence »*, déclarait le représentant de la COI.

INTER Farida Djalim présidente de Synergie Jeunes OI

La lauréate, Geralda Payet, est la seule à développer le tourisme culturel, aux Seychelles. *« Notre objectif est de promouvoir et de sauvegarder le patrimoine et la culture de notre pays. En permettant aux visiteurs d'apprendre, avec les habitants, comment se pratiquent la cuisine, la fabrication d'objets, la pêche artisanale, aussi bien que la danse et la langue créole »*, résume Geralda Payet.

Aux Comores, Moufida Mohamed développe une gamme de produits cosmétiques naturels, à partir de la noix de coco associée à des plantes aux vertus spécifiques, telles que l'Ylang-Ylang, la vanille et l'aloe-vera. Elue présidente de Synergie Jeunes Océan Indien pour 2018, Farida Djalim a salué la performance des Comores qui ont rejoint le réseau Synergie Jeunes en 2015. « Nous avons été coachés par les jeunes entrepreneurs de Madagascar, de La Réunion et de Maurice, et cette fois nous avons été distingués. Tous les pays ont désormais remporté des trophées Ambition Jeune », se réjouissait Farida Djalim.

Philippe Stéphant

Seychelles Meteorological Authority to host regional climate change portal

By: **Salifa Karapetyan Edited by: Betymie Bonnelame**



Amelie (left) and the secretary general of the Indian Ocean Commission, Hamada Madi, signed the agreement which enables both parties to jointly finance, update and moderate the electronic portal for a one-year period. (Seychelles Nation)

(Seychelles News Agency) - The Seychelles Meteorological Authority will be hosting a regional climate change portal as the authority entered a collaborative agreement with the **Indian Ocean Commission** recently.
The **South West Indian Ocean Regional Climate Change Portal** seeks to raise awareness of climate change issues in Comoros, Mauritius, Madagascar, Reunion Island, Zanzibar and Seychelles.
Vincent Amelie, the chief executive of the Seychelles Meteorological Authority, said that a system where information can be shared regionally about climate change was missing.

“Many things have been happening in the region but we never had a mechanism in place where countries know exactly what efforts are being done in respective countries. The climate change portal provides a good opportunity where we can have access to more information for a more collaborative approach between countries,” said Amelie.

The portal will create a platform for shared understanding of climate change and its impacts. It will also allow officials to comprehend island vulnerability and adaptation at all levels. It will also present innovative solutions and successful experiences that may have potential implications for policy decisions and responses to challenges in the Western Indian Ocean.

Amelie said that the 115-island archipelago in the western Indian Ocean decided to host the portal “because we have seen the importance of it and that we are ready to

include the financial implications in the budget so we are able to maintain the system as per the agreement. Data sharing is critical for our development."

Data on the portal will showcase challenges that each country faces, climate change-related projects in motion, emissions and climate perspectives. A section will be dedicated to providing national, regional and international climate change related news and events.

Signed by Amelie and the secretary general of the **Indian Ocean Commission**, Hamada Madi, the agreement enables both parties to jointly finance, update and moderate the electronic portal for a one-year period.
The agreement will be ongoing until the meteorological authority can assume full responsibility of the portal.

Madi said that having a portal were island states can inform and keep informed will help towards sustainable development.

"If there is a region in the world that has a great understanding of climate change, I think it is island-states. We understand the impacts because we live it through our farmers, our fishermen and the likes," said Madi.

With pages dedicated to adaptation, vulnerability, actions and mitigation, the portal is available in English and French.

A minimum of two blogs will be uploaded to the portal monthly and both parties will be responsible for moderating the contents before they are published.

Pour en savoir plus :

COI et ses Projet

Changement climatique

27 novembre 2018

https://fr.allafrica.com/stories/201811270508.html

La Gazette de la Grande Ile
www.lagazette-madagascar.com La vérité imprimée

26 novembre 2018

http://www.lagazette-dgi.com/?p=22220

Destruction de l'environnement : Les impacts se font ressentir

Pollution, feux de brousse, abatage des arbres, chasses illégales, etc. Les actions non règlementées de l'homme sont en train de le détruire à petits feux. A Antananarivo, on jette les ordures partout : canaux d'irrigation sont bouchés, les eaux et l'air sont pollués et attirent les insectes et mammifères nuisibles. En dehors de l'odeur nauséabonde, ces ordures entraînent plusieurs épidémies de maladies dangereuses comme la peste et la rougeole qui se transmettent surtout dans les bas-quartiers humides et sales. Les feux de brousses poussent également les animaux nuisibles à trouver refuge en ville quand leurs habitats naturels sont décimés par le feu. Ces feux de brousse détruisent la majorité de la forêt malgache et déciment au passage toutes les espèces endémiques de l'île. Ils constituent les premières causes du dérèglement climatique de la Grande île entraînant la désorganisation des saisons. En été on peut avoir des nuits très froides et en hiver des journées de canicule. Ces feux de brousses sont en train d'assécher les rivières et les lacs car les arbres censés retenir les eaux de pluies sont brûlés et laissent le sol à découvert. La pluie creuse le sol en entraîne les débris vers les rivières et les lacs. Ce cycle entraîne les phénomènes de « lavaka » qui s'intensifient de jour en jour. Les chasses illégalles entraînent également un dérèglement de notre écosystème, car les animaux censés contribuer aux cycles de la vie disparaissent. Actuellement, la pluie tarde à arriver, des grêles de la taille d'un poing humain tombent, les cyclones sont de plus en plus fréquents et de plus en plus puissants, les inondations et les sècheresses atteignent des régions auparavant épargnées par ce genre de catastrophe naturelle, la peste fait des ravages, l'immunité de la population diminue et entraîne la prolifération de plusieurs maladies, l'eau manque dans la capitale, le paysage en général de Madagascar a changé et le désert domine largement la forêt. Si cela continue, l'île rouge partira en fumées dans les années à venir…

T.Berado

le mauricien

28 novembre 2018

https://www.lemauricien.com/article/tourisme-croissance-de-4-des-arrivees-maintenue/

Tourisme : croissance de 4% des arrivées maintenue



Statistics Mauritius maintient à 4% le taux de croissance des arrivées touristiques pour cette année. Le nombre de visiteurs s'élèverait à environ 1 395 000, contre 1 341 860 l'année dernière. Pour 2019, on anticipe des arrivées de l'ordre de 1 450 000, soit une progression de 3,9% avec des revenus estimés à Rs 67,5 milliards, contre Rs 64 milliards en 2018.

Ces prévisions sont contenues dans le bilan des arrivées touristiques pour les trois premiers trimestres de cette année marquée par une croissance de 4,3% du nombre de visiteurs à 975 066. La France est fermement accrochée à sa première place au niveau des marchés avec un total de 190 417 touristes, soit une progression de 5,2% par rapport au nombre atteint pour la même période de l'année précédente. Le Royaume-Uni arrive en deuxième position avec 104 123 touristes (+1,6%), précédant La Réunion (100 095, -6,4%), l'Allemagne (88 206, +12,4%), l'Afrique du Sud (87 484, +14,4%), l'Inde (68 385, +4,8%), la Chine (55 017, -8,8%), l'Italie (24 376, +2,3%), l'Arabie saoudite (14 137, +283,2%) et les Pays-Bas (12 175, +35,3%). Selon Statistics Mauritius, 975 066 touristes ont passé 10 605 289 nuits à Maurice, soit une hausse de 4,5% par rapport aux neuf premiers mois de l'année dernière.

La durée moyenne de séjour est de 10,6 nuitées. Il y avait à fin septembre 2018 108 hôtels en opération (sur un total de 115), les autres étant fermés pour des travaux de rénovation. La capacité totale de ces établissements hôteliers était de 12 867

chambres et 28 481 lits. Le taux d'occupation dans l'ensemble des hôtels a été de 73% en moyenne contre 74% pour la même période de 2017. Le taux d'occupation des lits est resté inchangé à 66%. Notons que les grands établissements hôteliers (ceux comptant plus de 80 chambres) étaient au nombre de 55 avec un total de 10 075 chambres et 22 676 lits. Le taux d'occupation des chambres dans ces hôtels était de 75% comparé à 76% pour la période janvier-septembre 2017.

Statistics Mauritius rapporte que l'augmentation des arrivées touristiques à Maurice (+4,3%) a été plus élevée que celle enregistrée aux Seychelles (+0,6% à 260 861), mais inférieure à celle affichée par le Sri Lanka (+11,6% à 1 731 922) et les Maldives (+8,3% à 1 080459). Par ailleurs, selon les données officielles, on a enregistré 214 285 départs de résidents mauriciens pour l'étranger au cours des neuf premiers mois de l'année, soit une hausse de 4,8% par rapport à la période correspondante de l'année dernière. Pour ce qui est des pays de débarquement, les Émirats arabes unis arrivent en tête avec un total de 49 969 suivis de la Réunion (29 465), de la France (22 548), de l'Afrique du Sud (20 567), de l'Inde (19 359), du Royaume-Uni (14 762) et de Singapour(10 509).

Echanges régionaux: les opérateurs malgaches déplore un manque de volonté

Par Les Nouvelles sur 29/11/2018



Annonce



Annonce

Les Prix en Fête

Enjoy our 25% Discount to travel with Air Mauritius, until the 30th of November !

Air Mauritius OPEN

Les échanges de Madagascar avec ses îles voisines restent timides, malgré le fort potentiel de la Grande île et les initiatives prises en la matière entre les pays de l'océan Indien. Pour le secteur privé malgache, Madagascar a tous les potentiels pour s'imposer dans la zone de l'océan Indien, mais cela nécessite également une volonté politique de la part de toutes les parties prenantes.

Les rapports économiques et commerciaux entre les îles de l'océan Indien ont été au cœur des débats durant les Rencontres internationales de développement durable (RIDD), organisées à Saint Denis, du 21 au 23 novembre. A cette occasion, le président de la Chambre de commerce et d'industrie France Madagascar (CCIFM), André Beaumont, a avancé que «les relations commerciales entre Madagascar et la zone océan Indien sont quasi-inexistantes».

Les rapports économiques et commerciaux entre les îles de l'océan Indien ont été au cœur des débats durant les Rencontres internationales de développement durable (RIDD), organisées à Saint Denis, du 21 au 23 novembre. A cette occasion, le président de la Chambre de commerce et d'industrie France Madagascar (CCIFM), André Beaumont, a avancé que «les relations commerciales entre Madagascar et la zone océan Indien sont quasi-inexistantes».

Les chiffres de la CCIFM montrent en effet que la valeur des importations de Madagascar vers les pays de l'océan Indien s'élevait à 162 millions de dollars en 2017. Ce qui représente seulement 4% de la totalité des importations de la Grande île. Et ces trois dernières années, les chiffres restent constants (8,5% en 2015 et 5% en 2016).

Dans le même registre, la zone océan Indien ne représente que 3,7% de la totalité des exportations de Madagascar.

Franc jeu

Pour sa part, la présidente du Groupement des entreprises de Madagascar (Gem), Noro Andrimamonjiarison, a remis en question les réelles volontés des îles voisines à faire échange avec Madagascar.

Alors que la faible intégration régionale de Madagascar est souvent ralliée à des problèmes de normes, ce membre du secteur privé malgache de soutenir que «il y a peut- être des entreprises qui ne sont pas aux normes à Madagascar. Mais c'est faux de dire que Madagascar n'est pas aux normes. Des entreprises malgaches ravitaillent aujourd'hui les industries de luxe en France. D'autres industries produisent et exportent également du caviar …».

Avant de poursuivre qu'il faut essayer d'être un peu plus franc et que tant qu'il n'y a pas de volonté politique, l'intégration régionale ne s'opéra pas.

La présidente du Gem n'a pas manqué d'évoquer que les Seychelles préfèrent importer les litchis de Dubai, alors que l'île Maurice, La Réunion et Madagascar sont des zones productrices de ce produit de rente.

Les analyses de la CCIFM montrent toutefois que les échanges entre Madagascar et l'île Maurice ont connu une importante croissance ces dernières années. Les principaux flux d'exportations vers l'île Maurice sont constitués de produits agricoles, coton, épices, pêche et des produits de la zone franche.